

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Après le Congrès de Tours et la Scission salutaire (*Varine*). — Lettre de Lorient et de Souvarine au Congrès de Tours (*Lorient et Souvarine*). — Lettre de Jacques Sadoul aux Communistes français (*Sadoul*). — Le travail d'instruction politique dans la Russie soviétique (*N. Kroupskaïa*).

Les syndicats russes et trois années de Dictature du Proletariat (*M. Tomsky*). — La vie économique en Russie (*Ivan et Lomov*). — Lettre du menchevik Maïsky à la rédaction de la « Pravda » (*J. Maïsky*). — Bibliothèque Communiste. — Documents divers.

Après le Congrès de Tours et la Scission salutaire

Le Parti socialiste français vient de franchir l'étape la plus difficile vers sa transformation en véritable parti communiste. Il a brisé les liens qui l'unissaient à l'aile gauche de la démocratie bourgeoise. Il a rompu l'unité qui le condamnait à l'inaction et à la corruption. Il a, laissant derrière lui les traîtres et les trainards, entraîné le gros des forces socialistes dans sa marche au front intérieur de la lutte des classes.

Notre thèse de la scission nécessaire est vérifiée par la logique des événements. Il était inévitable que les éléments constitutifs du Parti se séparassent. Ils ne pouvaient cohabiter dans une même organisation que grâce aux équivoques et qu'au prix d'une impuissance sans remède, — sans autre remède que la séparation. Du jour où les équivoques se dissipèrent, l'impossibilité de travailler en commun devenait évidente. Les thèses et les conditions d'admission de l'Internationale Communiste, en nous rendant le service de contraindre le Parti à se prononcer clairement sur les tâches essentielles du mouvement ouvrier, ont dissipé les équivoques et précipité la scission qui se fût produite tôt ou tard.

Certes, nous eussions préféré une scission brutale et franche à la pénible séparation qui eut lieu dans les premières heures de la journée du 30 décembre. Les scènes de sensiblerie qui y préludèrent, les supplications mutuelles et les adjurations réciproques n'étaient pas de saison. Les esprits devaient être préparés à l'éventualité de la scission, la souhai-

ter comme une opération salutaire propre à rendre force et vie au corps gangrené du Parti, l'accueillir avec une satisfaction consciente et réfléchie. Celui qui n'a pas respiré l'atmosphère du Congrès de Tours n'a pu se défendre de réprocher les faiblesses des camarades sincères qui se sont laissé prendre au pathétique de mélodrame qui a entouré les dernières péripéties du Congrès. Le déchirement brusque du Congrès de Halle lui paraît plus digne de militants du prolétariat. Mais il ne sert à rien de récriminer. Le résultat du Congrès compense les erreurs qui l'ont précédé.

La scission a encore confirmé une autre de nos thèses, celles de l'identité fondamentale des vues de la droite et du centre. La fraction des « reconstructeurs » et celle des « résistants » se sont rejointes après quelques heures de séparation seulement, sous l'influence d'une irrésistible force d'attraction. Nous avons montré depuis longtemps que rien ne séparait Longuet de Renaudel, Paul Faure de Léon Blum, sinon une phraséologie qui pouvait, qui devait parfaitement s'adapter un jour ou l'autre aux conceptions communes des uns et des autres. La preuve en est faite, qui ne souffre plus aucune discussion. Paul Faure, secrétaire du parti de Renaudel, d'Albert Thomas, de Grumbach, c'est là un spectacle qui n'a pour nous rien d'étonnant, mais qui ouvrira les yeux de bien des travailleurs, par la démonstration concrète qu'il leur présente.

Nous entendons bien que les « reconstruc-teurs » attribuent à un télégramme de Zinoviev la vertu magique de les avoir séparés du Parti et soudés aux partisans honteux de la 2^e Internationale. Personne ne sera trompé par leur méchant prétexte, de même que nul n'a été dupe de leur écœurante comédie. Si le prétexte Zinoviev n'avait pas existé, ils l'eussent inventé. La vérité est qu'une seule et unique raison a motivé leur départ : l'abolition de la représentation proportionnelle dans les organes directeurs du Parti. Ils se fussent résignés à tout, ils se fussent ralliés à n'importe quelle résolution — quittes à la piétiner au lendemain du Congrès — pourvu que leur position éminente dans le Parti leur fût laissée. Jusqu'au dernier moment, dans leurs habitudes de compromis, de tractations, de manœuvres, ils espéraient obtenir de la gauche un fléchissement sur la question de la représentation proportionnelle : c'est en quoi ils se différencient des « résistants » qui, eux, se rendaient compte de la fermeté de notre volonté d'en finir avec l'équilibrisme traditionnel du Parti. Alors que ceux-ci se préparaient à faire sécession depuis plusieurs mois, les reconstruc-teurs ne se sont décidés qu'à la fin du Congrès, après avoir perdu l'espérance d'arracher aux communistes la concession qui eût vicié tout le nouveau programme du Parti. Nous étions certains à l'avance de cette issue, et c'est pourquoi nous avons demandé au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste d'approuver l'application à la France de la clause des conditions d'admission concernant les exceptions à l'exclusion des centristes. Nous savions que les centristes s'excluraient eux-mêmes, avec le minimum de dommages pour le Parti, alors qu'une proposition d'exclusion *a priori* de certains hommes n'eût pas été pleinement comprise des masses. Sur ce point encore, les faits ont confirmé la justesse de notre méthode. En quittant le Parti sous le prétexte ridicule d'un « outrage de Zinoviev », et en réalité par dépit de perdre leur situation prépondérante, les reconstruc-teurs ont dévoilé la mesquinerie de leurs préoccupations et ont achevé de se discréditer.

Longuet et ses amis se sont placés dans une posture d'autant plus grotesque que la dépêche de Zinoviev (c'est-à-dire plus exactement du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste) ne contenait aucun « outrage ». Elle contraste au contraire avec la plupart des messages de l'Internationale Communiste ou de ses leaders par la modération exceptionnelle de sa forme. Dire que Longuet et son groupe « ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat » signifie très clairement que Longuet et son groupe propagent dans le Parti des idées bourgeoises. Il n'y a là rien d'injurieux, mais seulement l'appréciation du caractère des idées répandues par les « reconstruc-teurs ». Est-il niable que l'idée de la dé-

fense nationale soit une idée bourgeoise ? Est-il niable que le wilsonisme soit un ensemble d'idées bourgeoises ? Est-il niable que le préjugé de l'action légale, la conception de lutte exclusivement parlementaire, le respect de la démocratie telle qu'elle est, soient d'esprit bourgeois ? Pour nous, la question ne fait aucun doute et nous avons assez abondamment développé notre pensée à ce sujet pour nous dispenser de renouveler notre argumentation. Mais quoi qu'il en soit, on cherche en vain dans la « dépêche de Zinoviev » l'outrage dénoncé par Longuet. Celui-ci, en accolant au nom de Zinoviev l'épithète de « voyou » (*Populaire* du 2 janvier), profère une injure qui s'adresse à tous les signataires du télégramme — soit Lénine, Trotzky, Boukharine, etc. — et à nous tous, communistes français et internationaux, qui approuvons son contenu. Après cela, il annonce qu'il luttera « pour le rétablissement de l'unité totale entre tous les socialistes » (*sic*). Il s'agit sans doute de l'unité avec Bourtzev, Savinkov, Alexinsky, Hervé, Zévaès et Laskine ?

Nous n'attendrons pas longtemps avant de voir notre insulteur prendre du service dans la bande blanche de la contre-révolution. Le processus de son ignominieuse déchéance suit son cours normal et va vers son aboutissement fatal. Nous nous détournerons désormais avec dégoût du spectacle qu'il offre à un public de plus en plus restreint.

Avec l'année nouvelle commence pour nous une nouvelle tâche dans un parti nouveau. Il nous reste à nous montrer dignes des promesses de notre doctrine, à justifier la confiance qui a été mise en nous. Nous ne prétendons pas nous élever à la hauteur de cette tâche qui exige des révolutionnaires de notre siècle d'exceptionnelles facultés. Mais nous avons fait le serment de mettre toutes nos forces de travail, de dévouement, de volonté, au service de la révolution prolétarienne, — de lui tout sacrifier. Nous ferons le don total de nous-mêmes à l'idée que nous avons librement élue. Puisse seulement notre exemple, notre effort, susciter d'autres dévouements, d'autres sacrifices, puisse-t-il faire surgir de la masse anonyme des hommes dignes de la guider dans la lutte, des chefs qui sachent forger sa victoire ! L'œuvre à réaliser est immense et son envergure nous écrase, nous humilie. Nous ne pouvons pas ne pas lui être inférieurs. Mais le prolétariat recèle en lui les inépuisables forces qui triompheront de tous les obstacles, qui s'égalent à l'œuvre grandiose. Douter de lui, de la richesse de ses ressources, de sa capacité créatrice, serait douter de la Révolution, du Communisme, — serait désespérer de l'humanité. Nous espérons. Laissant les morts ensevelir leurs morts, nous nous donnons à l'idée communiste libératrice. Puissions-nous, pour notre part très infime, qu'elle grandisse et conquière le monde.

VARINE.

Lettre de Lorient et de Souvarine au Congrès de Tours

Camarades,

Désignés par le pouvoir bourgeois pour expliquer les progrès de l'idée communiste en France, nous n'avons pu, depuis huit mois, servir ouvertement la cause que nous avons embrassée. La dictature de la bourgeoisie nous a interdit de remplir au Congrès de l'Internationale Communiste le mandat que nous tenions de la confiance du *Comité de la 3^e Internationale* et de poursuivre notre propagande pour le communisme dans le pays de la déclaration des Droits de l'Homme.

Nous ne regrettons rien, sinon de n'avoir pu directement participer à la lutte historique qui se dénouera au Congrès de Tours, et dont nous ne pouvions percevoir que les échos assourdis.

Mais, quelque regret que nous en ayons ressenti, nous n'éprouvons plus aujourd'hui que la joie d'applaudir à l'élan révolutionnaire de notre Parti, de saluer la victoire communiste dont nous aurions voulu être de plus méritoires artisans.

La bourgeoisie croyait avoir dompté la révolte ouvrière en brisant les grèves du dernier mois de mai. Elle croyait intimider les éléments actifs du prolétariat en emprisonnant quelques-uns de leurs militants. Elle s'aperçoit, trop tard, que, bien loin d'imposer une régression au mouvement d'émancipation intégrale des prolétaires, elle n'a fait que l'accélérer. Bien loin d'enrayer la propagation de l'esprit révolutionnaire dans les masses exploitées, elle l'a précipitée. Plus cruelle est sa répression, plus recrudescence est l'idée communiste.

Le gouvernement bourgeois peut persécuter de nouvelles organisations ouvrières ou politiques, il peut emprisonner d'autres militants, il n'étouffera pas la grande revendication de plus en plus impérieuse des travailleurs. Sa brutalité incohérente ne manifeste qu'impuissance et que terreur devant la marche du prolétariat au pouvoir. Le procès qu'il ose intenter aux défenseurs d'un ordre nouveau sera le procès du désordre capitaliste. Les accusés ne se défendront qu'en prononçant un impitoyable réquisitoire contre les crimes et les criminels de la classe possédante ; ils feront du banc des accusés une tribune retentissante, d'où l'appel au peuple portera plus loin.

La France ignore encore quels agissements scélérats de ses gouvernants ont contribué à provoquer l'inoubliable massacre impérialiste, l'assassinat de vingt millions d'hommes pour le bénéfice de quelques milliers de profiteurs. La France ne sait pas assez quels forfaits ont été perpétrés par ses dirigeants en Russie, par haine de la République des Soviets. La France

est encore sourde aux cris de douleur qui emplissent l'atmosphère de l'Europe, où sévit le militarisme tricolore vainqueur. Mais la bourgeoisie nous offre une occasion splendide de publier la vérité sur ses atrocités : nous saurons la saisir et l'utiliser.

Non seulement le gouvernement a stimulé l'action révolutionnaire par ses brimades et ses répressions, mais encore il a mis en lumière l'incapacité du régime capitaliste de remédier aux souffrances qui accablent la multitude des exploités. Devant le chaos économique issu d'un système de production caduc, d'un mode d'appropriation condamné, devant la misère croissante des producteurs de la richesse d'une opulente minorité voleuse, devant les revendications des travailleurs réclamant la satisfaction de leurs plus indispensables besoins, le gouvernement ne sait que menacer et réprimer. La menace ni l'oppression ne restaurent l'économie délabrée, ne suppriment la misère grandissante, n'imposent silence aux revendications chaque jour renforcées.

Il n'est plus possible de contester l'incurable malfaisance d'un régime qui ne subsiste que dans une mer de sang et au prix du martyr de l'humanité. La vérité communiste est en marche et rien ne pourra l'arrêter.

Le soulèvement universel des esclaves salariés contre leurs maîtres pour la conquête du pouvoir politique, l'exercice dictatorial de la puissance prolétarienne pour la destruction du parasitisme social, pour la confiscation et le retour à la collectivité des biens créés par tous et usurpés par quelques-uns, pour l'abrogation du droit de propriété privée, pour l'abolition des privilèges de l'oligarchie bourgeoise, pour l'obligation du travail, enfin l'instauration d'une société communiste, il n'est pas d'autres moyens de libérer les hommes du fardeau des contraintes qui écrase leur vie. L'Internationale Communiste appelle la fraction la plus consciente du prolétariat mondial à se concerter, à s'organiser, à entrer en lutte pour entraîner par son exemple les masses encore inertes dont l'action ébranlera la domination capitaliste jusqu'à la renverser. Le Parti socialiste français, en répondant à l'appel de Moscou, apporte une contribution décisive à l'effort salutaire de l'avant-garde prolétarienne internationale.

Au grand jour se foment le gigantesque complot international contre la sûreté du capitalisme meurtrier. Le Parti socialisme français y fait entrer plus de cent mille conjurés. Le Bloc national ne saurait bâtir assez de prisons pour les tous enfermer.

F. LORIENT, B. SOUVARINE.

Lettre de Jacques Sadoul aux Communistes Français

La lettre que nous publions ici nous est malheureusement parvenue le 31 décembre, trop tard pour être communiquée au Congrès de Tours. Nous nous hâtons d'en donner connaissance au Parti, comme nous avions publié la réponse de Sadoul à Lafont : L'expulsion des Princes. Les quatre articles de politique générale auxquels Sadoul fait allusion dans la lettre ci-dessous ne sont pas encore parvenus aux destinataires. On voit par là quelles difficultés nous avons encore à vaincre pour forcer le blocus intellectuel que les

Alliés ont décrété pour isoler la Russie. Les social-traitres, qui ont réclamé au Congrès de Tours la lettre de Sadoul dont quelques extraits avaient paru dans la presse socialiste allemande avant que le texte même nous parvint, et dont Caussy se borna à télégraphier un résumé de dix lignes au Populaire, feraient mieux de nous aider à documenter le prolétariat français et de mettre à notre disposition les passeports que le gouvernement capitaliste leur octroie libéralement : ils faciliteraient ainsi notre tâche et seraient eux-mêmes plus vite renseignés..

Moscou, le 25 novembre 1920.

Aux Amis de la 3^e Internationale délégués au Congrès de Tours.

Chers Camarades,

Répéter une fois encore les arguments qui nous commandent l'adhésion pure et simple à la 3^e Internationale, ce serait douter de la victoire. Et la victoire est acquise. Le maigre bataillon qui, voici vingt mois, engagea la lutte, s'est changé en une immense armée. Cependant les chefs les plus hardis du détachement d'avant-garde ne goûteront pas à Tours les joies du triomphe qu'ils préparèrent à Strasbourg. Depuis sept mois ils expient dans les geôles de Millerand le succès de leur audacieuse initiative, car ils n'exécutèrent pas d'autre complot que d'avoir aiguillé nos organisations ouvrières sur la voie de Moscou. Le Congrès National, Assemblée Constituante du Parti Communiste Français, n'oubliera pas les pionniers du communisme. Il rendra hommage aux socialistes Lorient et Souvarine, au syndicaliste Monatte, à tous les précurseurs. Ayant été à la peine ils méritent d'être à l'honneur.

La victoire est acquise. Désirant qu'elle soit sérieuse, je souhaite qu'elle ne soit pas excessive. Je crains le boulet de la victoire, le poids accablant d'une majorité trop forte. J'espère qu'une motion claire, précise, vigoureuse jusqu'à la brutalité atténuera le péril en maintenant dans l'opposition tous les communistes sous conditions, tous les hommes à réserves. Entre eux et nous la scission est inévitable. Elle doit être précipitée. La guerre de ruses qui met aux prises les reconstructeurs et quelques-uns de nos amis démontre à quel point il est difficile de renoncer aux moyens tortueux de la politique opportuniste quand on les a longtemps employés. Cette lutte équivoque doit finir. Sa prolongation décevrait la classe ouvrière française qui attend du Parti Socialiste réformé une action énergique et

nette. Plutôt que de flétrir machiavéliquement ceux de nos adversaires qui menacent de diviser le Parti, préparons ouvertement leur exclusion. Qu'ils sachent bien qu'ils ne nous quitteront pas avec les honneurs de la guerre, qu'ils ne partiront pas à leur heure, mais qu'ils seront jetés dehors. Il n'existe pas une autre solution au problème de l'unité. L'unité sera réalisée par l'élimination de la minorité. Tolérés dans le Parti, Longuet, Blum et Cie (je veux dire les opposants à l'adhésion sans réserves), y perpétueraient une politique de rhétorique et de compromis. Ils rendraient impossible toute organisation, toute besogne de préparation révolutionnaire. Exclus du Parti ils seront aisément écrasés. Nous nous y emploierons activement. La plupart des leaders de cette tendance rejoindront bientôt Albert Thomas et Renaudel dans le camp de la bourgeoisie. L'immense majorité des militants qui les suivent, tous ceux qui représentent quelque valeur combattive, les abandonneront très vite pour revenir à nous.

Mais pourquoi insister ? Le bon sens ne suffit-il pas à justifier la scission ? Ne serait-il pas paradoxal que la nouvelle organisation ne pût pas inscrire en tête de ses statuts cette affirmation nécessaire :

« Tout membre de la Section Française de l'Internationale Communiste doit être communiste. »

Communiste en paroles et communiste en fait. L'application de cette formule élémentaire conduira donc le Congrès, non seulement à exclure les saboteurs des conditions de Moscou mais encore à éliminer les habiles qui, tout en criant : « Vive la 3^e Internationale ! » manifestent par leurs actes qu'ils sont de faux ou de mauvais communistes, des révolutionnaires pour rire sinon des contre-révolutionnaires.

L'attitude que vos adopterez sur la question Lafont sera en ce sens la pierre de touche de la sincérité de votre volonté de tenir les engagements pris, de régénérer le Parti, de

réaliser dans la vie les belles phrases sur la solidarité internationale des prolétaires

Le 1^{er} août 1920, le citoyen français Ernest Lafont, député et maire socialiste, honorable et inviolable, fut malgré tant de titres et de privilèges, chassé de Russie à grands coups de pied au cul. Cette exécution fut approuvée par les communistes russes et étrangers assemblés alors à Moscou. La plupart l'auraient souhaité toutefois plus sommaire et plus rude.

Mille échos répercutèrent à travers le monde le fracas de ce rare scandale. Dans tous les pays les révolutionnaires manifestèrent une émotion indignée. Seuls, par une grâce d'Etat, les socialistes français ne connurent de l'aventure que ce que le coupable voulut bien en raconter, c'est-à-dire fort peu de chose. A ma connaissance Lafont fit passer deux articles dans l'organe officiel du Parti, après quoi l'affaire sembla classée. A la demande des amis de Moscou, stupéfaits par cette discrétion inattendue, j'envoyai le 12, puis le 14 septembre une réponse copieuse au factum de Lafont. Elle ne fut jamais insérée, non plus d'ailleurs, je le dis en passant, que quatre articles de politique générale expédiés par moi entre le 15 septembre et 1^{er} novembre. Je serais heureux de savoir si le Congrès connaît et approuve cette censure. Mais revenons à Lafont.

Je suppose que le Parti Socialiste, en ses assises annuelles, évoquera devant lui cette lamentable affaire, s'il n'en est pas saisi par quelque fédération. Et que pourra-t-il faire alors sinon rejeter avec mépris un membre dont l'indignité fut officiellement proclamée par les représentants qualifiés du prolétariat révolutionnaire de Russie ?

Les camarades russes escomptent cette décision. Elle ne peut plus être différée. Que le Congrès ne se laisse donc pas abuser par les arguties de Lafont.

Après sa retraite de Russie, celui-ci, menacé de disqualification politique, paya d'audace. Afin de gagner du temps il bourra ses deux articles de documents falsifiés et de mensonges. Il affecta une absolue quiétude, s'efforçant de réduire « l'incident » à une « erreur » de Sadoul et à une « gaffe » de Trotzky. Il mit le comble à son abjection en répondant sur certains camarades et notamment sur Trotzky, le plus pur héros de la révolution, de basses insinuations, immédiatement ramassées et utilisées contre nous par la presse bourgeoise.

Puis cet habile homme, opportuniste né, sceptique et cynique, grand ami et digne élève du jésuite Martov et de ses répugnants complices, mais instruit par l'exemple de leur déchéance et résolu à ne pas partager leur sort, se découvrit brusquement l'âme ardente d'un communiste. Depuis il ne cesse plus de hurler à tue-tête : « Vive la 3^e Internationale ! » Tout le monde ici est écœuré.

Il est grand temps que cesse ce second scandale Lafont plus pénible encore que le premier.

Les faits qui ont déterminé l'expulsion sont manifestes. Dans son adroit plaidoyer, Lafont n'ose même pas les discuter. Il tourne autour

de l'accusation sans aborder jamais le fond. Il se défend à peu près uniquement, si j'ai une bonne mémoire, d'avoir reçu de Daczinski la révélation du guet-apens préparé contre les Soviets.

Or ce n'est pas l'essentiel et Lafont le sait bien. Sa condamnation fut motivée sur toute une série de faits parmi lesquels ceux-ci :

1^o En pleine guerre de classes, Lafont, représentant de la classe ouvrière française, se rendant à Moscou, quartier général de l'armée rouge, s'est arrêté à Varsovie, quartier général de l'armée blanche, centre des intrigues contre-révolutionnaires ;

2^o Lafont fut à Varsovie l'hôte fêté des officiers de la mission militaire française, alors que ces misérables étaient précisément en train d'assassiner les ouvriers et les paysans de Russie ;

3^o Dans les mêmes conditions Lafont fut fêté par la bande immonde de Daczinski et de Pilsudski, agents patentés de la réaction européenne, instruments malpropres de Millerand ;

4^o Par son attitude Lafont mérita de recevoir, avec la confiance de ces bourreaux du prolétariat, la confiance de l'attentat qu'ils préparaient contre la Russie ;

5^o Après avoir rapporté ces confidences à Cachin, Frossard et moi-même, après avoir été contraint de les répéter devant Trotzky, Racovsky, etc. (il contesta seulement la conversation avec Daczinski), Lafont ne voulut pas renouveler publiquement ces déclarations ou consentir à ce qu'on les utilisât, refusant d'apporter l'appui de ce témoignage à la révolution en danger, accomplissant cette trahison par peur de compromettre ses amis les gardes-blancs de Pologne et afin d'éviter ainsi d'être ensuite compromis par eux... etc..., etc..., (pour information plus complète lire la presse russe et ma réponse) (1).

Tous ces faits, et bien d'autres, sont établis à la charge de Lafont. Ils ont suscité la colère et le dégoût de la classe ouvrière russe tout entière. Malgré leur désir, excusable, de demeurer neutres à Moscou, Cachin et Frossard ne purent pas cacher tout à fait leur indignation.

J'imagine Renaudel (autre Varsovien), s'écriant dans un rire épais : « Voici beaucoup de bruit pour rien ! » Ce n'est rien pour un Renaudel. Mais c'est trop pour un communiste.

Contre la Russie accablée de maux, saignante des mille blessures ouvertes par la contre-révolution, en proie à une lutte désespérée, ces fautes constituent autant de crimes infâmes. Beaucoup sont collés au mur dont la conscience est infiniment plus légère. Par égard au Parti Socialiste Français, le prolétariat russe s'est borné à chasser ignominieusement cet indésirable. Mais il ne vous l'a pas rendu afin que vous le conserviez.

Notre Parti n'a pas le droit d'ignorer la question Lafont. Il a le devoir de confirmer sans retard la condamnation prononcée.

(1) Publiée dans le Bulletin Communiste, nos 50-51, sous le titre : *L'expulsion des Princes*.

Votre Congrès ne pourra faire moins que de répéter le geste de nos frères de Russie. Frapper moins fort ou tarder à frapper sous prétexte d'enquête, ce serait briser dès la première épreuve la solidarité des prolétaires russes et français. En n'excluant pas immédiatement Lafont, l'organisation révolutionnaire française marquerait une défiance inadmissible envers les ouvriers et les paysans révolutionnaires de Russie qui ont jugé et motivé leur jugement.

L'expulsion de Lafont comporte une conséquence logique et n'en comporte qu'une seule : son exclusion du Parti, uniquement motivée sur l'arrêt d'expulsion signé par Trotzky.

Après son exclusion, Lafont, s'il en éprouve l'envie, sera libre de se pourvoir devant la République des Soviets à l'effet d'obtenir sa réhabilitation.

Et pour finir un mot personnel.

En quittant Moscou, Cachin et Frossard avaient bien voulu me faire prévoir qu'au cas où le Congrès déciderait l'adhésion, ma candidature serait posée au Comité Exécutif de l'Internationale. Je remercie vivement mes amis pour cette marque de confiance mais je refuse d'être candidat. J'estime que le délégué du Parti à Moscou, doit arriver directement

de France, avoir vécu en France ces derniers mois de lutte, avoir participé aux travaux de votre Congrès, être capable en un mot de renseigner complètement le Comité Exécutif sur la situation du Parti. J'estime d'autre part qu'il serait opportun de rappeler ces mandataires et de les remplacer le plus souvent possible, chaque semestre par exemple. Ainsi ils éviteraient le péril de se fonctionnariser. Ainsi des informations fraîches seraient constamment échangées entre le centre national et le centre international. Ainsi les meilleurs de nos militants, les plus aptes à comprendre et à apprendre, entreraient successivement en contact direct avec la révolution russe et ses chefs. Après avoir passé quelques mois à l'Internationale Communiste et dans la République des Soviets, ces deux admirables écoles d'enseignement révolutionnaire, ils vous reviendront plus riches en doctrine et en expérience. Les diverses difficultés techniques qui peuvent sembler de nature à entraver l'exécution de ce plan seront de plus en plus faciles à vaincre.

Fraternel souvenir d'un camarade qui regrettera de n'être pas avec vous le 25 décembre et même un peu plus tard.

Jacques SADOUL.

Le Travail d'Instruction Politique dans la Russie Soviétique

La guerre et la révolution ont excité dans les masses une soif passionnée de savoir. Il faut voir avec quelle attention la masse écoute un orateur quelconque, comment elle reste debout pendant des heures craignant de laisser échapper un seul mot, pour comprendre combien est grande cette soif de savoir. Et cette masse ne se passionne pas seulement pour les questions quotidiennes. Ainsi le conseil villageois d'un petit village obscur demande des conférenciers et indique les thèmes des leçons qu'il voudrait faire donner : l'âge de pierre, la révolution française, la situation de la femme. Un train de propagande avec un dépôt de livres passe dans un village, par exemple ; tout de suite une longue queue se range près du dépôt et augmente sans cesse. On voit des vieilles femmes, des vieillards, des jeunes gens avec des sacs. Il semble bien qu'on achèterait tout, si c'était possible, mais le train n'accorde à ce village qu'une petite quantité de sa richesse bibliothécaire ; il en faut aussi pour d'autres. Il faut bien croire que dans aucun domaine les paysans et les ouvriers ne manifestent tant d'initiative que dans celui de l'instruction publique. Ils construisent des maisons du peuple, des clubs, des bibliothèques, des cercles à qui mieux mieux, sans parler des spectacles. Toute la Russie du plus petit au plus grand donne des représentations, des spectacles, des concerts ; quand il n'y a point de pièces, on en écrit soi-même. Il y a des gouvernements dans lesquels on trouve plus de théâtres que dans toute la France. Parfois le centre du gouvernement ne sait même pas combien il y a d'établissements d'instruction culturelle dans son gouvernement. Il serait donc facile de faire du bon travail.

Certes, dans les conditions actuelles, c'est extrêmement difficile ; il n'y a point de personnel capable d'enseigner, il n'y a point de livres d'enseignement, il faut diminuer même le tirage des journaux. La guerre, l'obligation du travail, les conditions difficiles de cette tâche, poussent les gens vers d'autres occupations. On sent l'insuffisance de maîtres, de conférenciers, de bibliothécaires. De plus, le travail est nouveau, il faut l'apprendre, et enfin l'insuffisance du réseau de chemins de fer, les mauvaises relations postales, sont cause d'un isolement de la campagne comme la Russie n'en a point connu jusqu'à présent. Et néanmoins le travail d'instruction se poursuit suivant un rythme très progressif.

En Russie il faut s'occuper encore d'un travail d'instruction qui est absolument inutile dans le reste de l'Europe. Par exemple, comme héritage du tsarisme, nous avons reçu des millions d'analphabètes. Ainsi dans le gouvernement de Saratov ont été enregistrés 2.400.000 illettrés, à Viatka 2.000.000, à Gomel 1.500.000, à Riazan 1.200.000, à Penza 300.000, à Vologda 500.000, à Pskov 870.000, à Kazan 500.000, à Nijni-Novgorod 440.000, à Pétrograd 62.000. Une quantité particulièrement considérable d'illettrés se trouve dans l'Est, dans le gouvernement d'Oural 75 %, dans le gouvernement d'Altai 78 %, dans le gouvernement de Simbirsk 80 %, dans les gouvernements de Tioumen et d'Astrakan 94 %. Le Conseil des Commissaires du Peuple a émis un décret spécial concernant la nécessité d'en finir au plus vite possible avec l'analphabétisme. En vertu de ce décret une commission extraordi-

naire pour la liquidation de l'analphabétisme a été créée qui s'est mise énergiquement au travail.

La dernière session du Comité Central Exécutif panrusse a également décidé que la liquidation de l'analphabétisme exigeait le plus actif concours. Voici quelques exemples de la manière suivie dans ce travail. Suivant le compte rendu donné par le gouvernement de Tambov : pendant trois mois de l'année 1920 les écoles de « liquidation » ont instruit 48.000 personnes ; suivant un autre compte rendu du gouvernement de Tchérépovetz 57.807 personnes ont passé par les écoles de liquidation de l'analphabétisme. Selon les comptes rendus du gouvernement d'Invanovoé Voznesensk 50.000 personnes ont passé dans ces écoles, à Novozybkov toutes les personnes jusqu'à 40 ans ont reçu une certaine préparation. A Pétrograd 500 noyaux scolaires du premier et du second degré ont déjà préparé 9.000 personnes et ils en préparent encore 25.000. A Kalouga 190 écoles ont été ouvertes ; dans le gouvernement de Saratov 1.000 écoles, à Toula et à Kozmodémiansk 130, à Gjatsk 40, à Jisdra 40, à Arkhangelsk 180, à Omsk 190, à Elabouga 70, etc... On imprime des abécédaires en langue russe, polonaise, allemande, tartare, tchouvache, maruks, votiaque, mordvine, ossétine, lettonne, esthonienne et juive. En 1920, 6 % d'illettrés ont été préparés. Dans certains endroits comme, par exemple, à Petrograd, dans le gouvernement de Tchérépovetz et dans d'autres la liquidation de l'analphabétisme se poursuit d'une façon particulièrement heureuse. A Petrograd ces questions sont étudiées dans les séances du soviét des députés de Petrograd et elles provoquent un enthousiasme extraordinaire. Maxime Gorki a visité des écoles d'illettrés et s'est entretenu avec les élèves sur la signification de la science, sur l'élévation du niveau intellectuel du pays, etc. Ayant créé des conditions qui rendent possible à chacun d'apprendre à lire et à écrire, les autorités soviétiques exigent de chaque citoyen qu'il utilise ces possibilités. On trouve certaines décisions intéressantes dans quelques soviets locaux, par exemple :

Dans le gouvernement de Kazan, ceux qui ne désirent pas apprendre les premiers éléments de lecture et d'écriture encourent une amende de 5.000 roubles, les travaux obligatoires jusqu'à 3 mois et la privation des cartes d'alimentation. A Petrograd ceux qui se refusent à apprendre les premiers éléments sont déchus de leur catégorie alimentaire, traduits devant les tribunaux populaires et exclus des syndicats. Dans le gouvernement de Tambov la signature pour un illettré n'est point valable, etc... Le bureau du comité exécutif du gouvernement de Saratov a émis une décision dans laquelle entre autre il est dit ce qui suit : Les citoyens qui se présenteraient volontairement pour apprendre les premiers éléments jouiront des avantages suivants : 1° ils recevront un certificat d'enseignement les libérant de toute obligation à l'exception de l'obligation militaire ; 2° le cachet de la commission du gouvernement pour la liquidation de l'analphabétisme sera apposé sur leurs cartes de ravitaillement et grâce à ce cachet ils pourront recevoir leurs produits dans toutes les boutiques de rayon et hors tour ; 3° ils recevront des objets manufacturés au premier tour.

Ceux qui se seront refusés intentionnellement à apprendre les premiers éléments seront amenés devant les tribunaux et enfermés dans un camp de concentration pour un délai de trois mois.

Evidemment, pour réaliser sur une telle échelle la liquidation de l'analphabétisme il faut préparer le personnel sur une échelle également large. On peut voir dans le gouvernement de Tcherepovietz

comment cette préparation de travailleurs se poursuit.

Dans le gouvernement de Tcherepovietz ont lieu des cours-conférences de district d'une durée de trois jours préparant 250 travailleurs scolaires, ensuite des cours-conférences de cantons qui préparent tous les travailleurs scolaires du gouvernement, ensuite un cours de 3 semaines préparant 10.000 personnes et enfin des cours spéciaux d'instruction et de contrôle préparant 36 instructeurs. Dans toute une série de gouvernements a lieu aussi la préparation intensive de maîtres pour l'enseignement des premiers éléments. Tous les travailleurs pour la liquidation de l'analphabétisme reçoivent leur ration alimentaire au premier tour.

Le Conseil des Commissaires du Peuple a ratifié le compte financier de la commission extraordinaire pour la liquidation de l'analphabétisme se montant à 4 milliards et demi de roubles. On a reçu des communications officielles du Centre-Chauffage disant que le pétrole est fourni aux institutions pour la liquidation de l'analphabétisme sur place. Le Commissariat du Commerce Extérieur a commandé et préparé des crayons, des porte-plumes et du papier pour 6.000.000 et demi de personnes qu'on se propose de préparer au cours de l'année 1920.

En dehors du travail direct pour la liquidation de l'analphabétisme, la Commission Extraordinaire mène aussi une large propagande, surtout par la voie des affiches, en vue de la réalisation de cette campagne de liquidation. Outre les écoles des premiers éléments, on crée aussi des écoles pour les personnes sachant lire et écrire. Dans les programmes de ces écoles on accorde une attention particulière aux mathématiques, aux sciences naturelles, à la géographie économique, à l'étude des projets économiques ou à l'histoire du travail. Ces temps derniers on organise dans tous les chefs-lieux de gouvernement des écoles du Parti et des travailleurs soviétiques ayant une importance particulière pour l'établissement du régime soviétique dans les différents endroits de la Russie.

Il faut dire quelques mots particuliers sur l'université Sverdlov de Moscou dans laquelle sont faits des cours du Parti et d'éducation soviétique et où viennent des milliers de jeunes travailleurs ; de même des facultés d'Etat ouvrières, des écoles professionnelles techniques, ainsi que des cours pour les adultes.

Pour ce qui est des bibliothèques, celles-ci se développent assez intensivement. Dans tous les lieux où ont passé les blancs ceux-ci ont anéanti les bibliothèques en brûlant certaines complètement. Quelques gouvernements, comme par exemple celui de Koursk, jusqu'à ce jour n'ont encore pu réparer ce vandalisme des barbares. Il est en effet difficile de réparer de telles destructions étant donné l'extrême insuffisance de livres sur le marché. Seulement dans les derniers temps les entreprises d'édition de l'Etat ont commencé à travailler avec beaucoup plus d'application. Il est vraisemblable qu'il faudra faire imprimer d'un seul coup des bibliothèques entières.

Et cependant, malgré toutes ces conditions peu favorables, le nombre des bibliothèques dans la Russie soviétique s'accroît. Dans quelques gouvernements, par exemple celui de Toula, leur nombre en 1920 a décuplé par rapport à 1919. Dans les gouvernements d'Astrakan, de Briansk, de Perm, il a septuplé ; dans 4 gouvernements il a triplé, etc...

Dans certains gouvernements le nombre absolu

de bibliothèques est satisfaisant, ainsi par exemple :

1° Le gouvernement de Tver possède 879 bibliothèques, 2.150 isbas de lecture, soit 3.029 bibliothèques ;

2° Le gouvernement de Viatka possède 2.437 bibliothèques ;

3° Le gouvernement de Perm possède 1.887 bibliothèques, plus 211 isbas de lecture, soit 2.098 bibliothèques ;

4° Le gouvernement de Iaroslavl possède 1.828 bibliothèques ;

5° Le gouvernement de Saratov possède 835 bibliothèques, plus 930 isbas de lecture, soit 1.765 bibliothèques ;

6° Le gouvernement de Smolensk possède 1.625 bibliothèques ;

7° Le gouvernement de Samara possède 478 bibliothèques, plus 702 isbas de lecture, soit 1.180 bibliothèques ;

8° Le gouvernement de Kostroma possède 1.171 bibliothèques, plus 936 isbas de lecture, soit 2.107 bibliothèques ;

9° Le gouvernement de Kalouga possède 1.103 bibliothèques.

Les autres gouvernements possèdent chacun moins de 1.000 bibliothèques. Le nombre total des bibliothèques pour 42 gouvernements, sans compter le Caucase du Nord, l'Ukraine, le bassin du Donetz et sans compter les bibliothèques des coopératives et des syndicats, se montait à 32.166. En 1919 pour 32 gouvernements, il y avait 13.506 bibliothèques. Dans ces mêmes gouvernements, il y en a, en 1920, 26.118, ce qui veut dire que le nombre de ces bibliothèques dans ces gouvernements a doublé. A Petrograd, depuis la révolution, il y avait, outre les bibliothèques publiques, 23 bibliothèques avec 140.000 volumes. Il y a maintenant 59 bibliothèques avec 800.000 volumes. Dans les 3 mois de travail de ces bibliothèques, il y avait 156.000 gros volumes et 257.000 livres prêtés. Les éditions des Cent Noirs sont exclues des bibliothèques, de même que les livres de morale religieuse, lesquels sont remplacés par des livres traitant de questions politiques, etc... Dans les sections bibliothécaires, on trouve des diagrammes caractéristiques montrant comment au début le nombre des volumes avait diminué par suite de l'épuration faite, et comment ensuite il avait augmenté de plus du double. La technique des bibliothèques s'est aussi considérablement perfectionnée. Dans beaucoup de bibliothèques et même dans des bibliothèques relativement petites, on a introduit le système décimal ; le nombre des bibliothèques ambulantes a considérablement augmenté, les isbas de lecture sont devenues des points importants de lecture à haute voix. Il y a longtemps déjà le Conseil des Commissaires du Peuple a émis un décret relatif à la lecture à haute voix de journaux et de brochures populaires dans les villages et dans les campagnes. Mais comme ce décret n'a pas été exécuté par le Commissariat du Peuple de l'Instruction Publique, il ne fut pas appliqué avec une suffisante efficacité. A présent, la section de propagande du Commissariat de l'Instruction publique vient d'être chargée d'appliquer ce décret, et il le sera désormais par les administrations de ce dernier Commissariat. Cette question est étroitement liée à celle de la fourniture des livres dans les campagnes les plus obscures et un grand travail est fait dans cette direction.

Le nombre des clubs est difficile à établir. Ils n'a pas encore figuré sur une liste : il y a des clubs du Parti, des clubs de l'Armée Rouge de

tous les types, des clubs de la jeunesse, des travailleurs de différentes industries, des sections de l'Instruction publique, des clubs du Proletcult, etc. Dans la Russie soviétique, les clubs ne jouent pas le rôle qu'ils ont joué par exemple en France à l'époque de la grande Révolution ou de la révolution de 48. La direction politique appartient en Russie non point au club, mais au Parti Communiste. Les clubs répondent aux besoins généraux. C'est là que l'on fait des cours, des concerts-meetings, des réunions de délégués et des spectacles.

Dans les villages chaque année on crée de nouvelles et de plus nombreuses maisons du peuple, où sont concentrées d'habitude les administrations d'Instruction publique des endroits respectifs : bibliothèques, écoles, cours professionnels, clubs, bureaux d'information, petits cercles, auto-culture, chœurs, spectacles et expositions.

Dans les chefs-lieux de district on a installé des maisons dites « paysannes » avec de petits restaurants, des cafés, des halls pour soirées et des écuries pour les chevaux.

Dans ces maisons descendent les voyageurs des campagnes. Le soir, on y fait des lectures à haute voix de journaux, de brochures, des entretiens y ont lieu, suivis de spectacles, de chants, etc... Les maisons paysannes ont une importance de propagande considérable. Dans le seul gouvernement de Goumel il y en a 60.

Parallèlement aux institutions fixes d'Instruction, on augmente de plus en plus abondamment les formes et moyens mobiles d'Instruction. Des bateaux et des trains de propagande emportant des expositions, des cinématographes, des propagandistes, quelques musiciens circulent un peu partout. Ils s'arrêtent dans les campagnes et dans les villages et attirent les foules. Des wagons de propagande, des chars rouges et des expositions ambulantes portent l'Instruction dans les coins les plus obscurs.

Pendant les fêtes, des représentations populaires éveillent la pensée des habitants des campagnes et élargissent son horizon.

Toutes ces institutions d'Instruction publique provoquent le développement culturel de la masse illettrée. Les derniers temps, en rapport avec la résolution du sixième congrès du Parti Communiste Russe sur l'organisation économique, on a imposé aux travailleurs de l'Instruction publique encore d'autres tâches, à savoir : éduquer dans les masses le goût et la conscience du travail, de l'organisation économique et des questions de production. Ce travail déjà commencé sera élargi dans tous les domaines.

Beaucoup a déjà été fait en matière d'Instruction publique des masses, mais il en reste encore infiniment plus à faire. Afin de créer la vie sur des bases communistes les masses doivent être armées de tous les moyens créés par le savoir.

N. KROUPSKAIA.

Clara Zetkin

Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne

Une forte brochure présentant le raccourci historique de la première étape de la Révolution allemande. Les journées tragiques de Berlin et de Munich, les grandes figures de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Eugène Leviné, revivent dans ces pages frémisantes de l'illustre et vénérée militante communiste, Clara Zetkin.

Prix..... 0 fr. 75

Les Syndicats Russes et trois années de Dictature du Proletariat

Gouverner le pays et réaliser la dictature du prolétariat sans liaison intime avec les syndicats, sans leur soutien chaleureux, sans leur travail dévoué pour l'organisation économique et aussi militaire du pays — nous ne l'aurions évidemment jamais pu, non seulement pendant deux ans, mais même pendant deux mois. (Lénine. La maladie infantile du Communisme.)

L'histoire du mouvement syndical russe, c'est l'histoire de la révolution russe elle-même. Notre mouvement syndical est né — ne l'oublions pas, dans la tempête révolutionnaire de 1905. Il est organiquement lié au mouvement général révolutionnaire du prolétariat russe. C'est pourquoi il est difficile, il est presque impossible de donner un aperçu sommaire du mouvement syndical en pleine dictature du prolétariat, au cours de trois années de lutte intense et de travail créateur de toute la classe ouvrière de Russie, — il est difficile de tracer sommairement l'histoire des syndicats comme celle d'organisations purement ouvrières. Quelques traits généraux de la période d'avant novembre 1917 suffisent pour caractériser le rôle des syndicats en Russie et le sens même de la révolution de novembre. Les syndicats et les comités des fabriques et des usines ont été, comme organisations, la base première essentielle du parti bolchevik encore pendant la lutte d'avant novembre 1917.

Déjà la déclaration du 3-4 juillet 1917, — moment le plus dur pour le Parti, — portait immédiatement après les signatures du C.C. et du Comité du Parti de Petrograd celles du Bureau des Syndicats de Petrograd, du Comité Central des Comités des fabriques et des usines et du Groupe Ouvrier du Conseil de Petrograd. La coalition, désireuse d'éviter la pression des prolétaires de Petrograd, organise un Conseil de Gouvernement à Moscou (août). Aussitôt le Bureau de Moscou des Syndicats, d'accord avec le Comité du Parti et contrairement à la décision du Conseil de Gouvernement — mencheviste alors — déclare une grève de protestation. Les fabriques et les usines de Moscou s'arrêtent immédiatement...

Au Conseil Démocratique, les représentants des Syndicats protestent énergiquement au nom de la plupart des syndicats russes contre la politique de compromis — et aussitôt la base des mencheviks et des S.R. se déplace à droite, vers les couches bourgeoises intellectuelles de la Coopération.

Dès la fin de septembre et jusqu'au moment du coup d'Etat, toute une série de syndicats réclament dans leurs conférences de délégués : l'organisation révolutionnaire de toute la vie industrielle, le contrôle ouvrier, la fixation du minimum du salaire, etc.

« La lutte économique est engagée », déclare la résolution des métallurgistes de Moscou. Et les syndicats réclament, eux aussi, une politique économique révolutionnaire dans le sens des intérêts

du prolétariat, et ils appellent à la lutte pour le pouvoir...

Et cet appel est entendu, suivi, dans les jours de novembre et d'après novembre. Le Conseil des Syndicats de Petrograd fut l'état-major du Comité de guerre révolutionnaire de Petrograd.

Dès le premier moment de la formation du Comité Révolutionnaire, le syndicat des métallurgistes de Petrograd met à sa disposition une somme d'argent considérable et toute son organisation technique. Dans un des moments les plus critiques de la lutte à Moscou, 10 novembre, une partie du Comité Révolutionnaire de cette ville établit son quartier général au syndicat des métallurgistes ; il va sans dire que toute l'organisation technique du syndicat fut mise à la disposition du Comité Révolutionnaire. L'armée rouge, elle aussi, a été organisée par les syndicats, et souvent on l'a vue livrer des combats sous le commandement de membres de direction des syndicats.

Le combat est fini... Et le pouvoir nouveau-né des soviets, — au milieu du sabotage effréné des classes cultivées, au cours d'une guerre civile ininterrompue, — commence son travail organisateur, s'empare de l'appareil de la vie politique et économique, toujours appuyé sur les syndicats et les comités des fabriques et des usines.

Le Commissariat du Peuple du Travail, en entier, se forme d'ouvriers et d'employés des syndicats. Ce furent les syndicats des travailleurs municipaux, des transports par voie d'eau qui se chargèrent de l'administration de la ville pendant la première période critique. C'était un système des plus primitifs, trop peu organisé pour la vie économique d'un peuple, mais, pour le moment, c'était le seul possible, en conséquence, le seul à suivre.

Dès la révolution de novembre, une ère nouvelle commence pour l'histoire du mouvement syndical russe. Des problèmes sociaux se posent devant les syndicats, problèmes inconnus jusqu'alors et exigeant la révision de principes immuables.

Le problème fondamental, celui dont relève toute la tactique des syndicats, est celui de la position à prendre à l'égard de l'Etat prolétarien, du Pouvoir Soviétiste. Les syndicats imbus dès leur origine d'hostilité, de méfiance à l'égard de l'Etat bourgeois, se développèrent sur la base du principe de l'indépendance du mouvement syndical par rapport au pouvoir. Principe indiscutable dans le milieu de l'Etat bourgeois. Placés dans des conditions nouvelles, les syndicats se virent obligés de se tracer une nouvelle ligne de conduite devant le pouvoir soviétique. Le premier congrès des syndicats de toute la Russie (janvier 1918) dut résoudre le problème. La résolution prise après des débats acharnés, déclare : « La politique du gouvernement des ouvriers et des paysans est devenue la politique de la réorganisation socialiste de la société (1). Dans toutes ces questions, les syndi-

(1) Résolution sur le rapport de Zinoviev : « Résolutions des conférences et des Congrès des Syndicats de toutes les Russies ». — Edition du Conseil des Syndicats de Petrograd, rédacteur Tspérovitch.

cats soutiendront de toutes leurs forces la politique socialiste du pouvoir des soviets qui est celle du Conseil des Commissaires du Peuple » (§ 5). Et encore : « Les syndicats complètement développés seront les organes du pouvoir socialiste au cours de la révolution socialiste actuelle »...

Ces résolutions déterminèrent la tactique des syndicats. Depuis lors elle n'est qu'une collaboration ininterrompue des syndicats avec le Pouvoir des soviets, et cela dans tous les domaines du travail socialisé. Plus ce travail commun s'intensifiait, plus l'importance des syndicats dans les masses ouvrières allait en augmentant, plus grand était leur rôle dans l'histoire du pays et dans celle de la révolution. Le nombre des partisans de l'« autonomie des syndicats » (menchéviki et S. R.) allait par contre toujours en diminuant.

Une année de lutte en commun des syndicats et du pouvoir soviétique contre la contre-révolution s'écoula... Une année de travail pour la consolidation et la réorganisation de la vie économique du pays. Le second Congrès des syndicats (janvier 1919) en développant la ligne générale tracée par le premier Congrès dans sa résolution (résolution du camarade Tomski) résume les résultats obtenus et pose devant les syndicats les problèmes à résoudre :

« Les syndicats seront tenus de prendre une part plus active, plus énergique, dans le travail du pouvoir soviétique. Ils collaboreront directement dans tous les organes de l'Etat en y exerçant le contrôle prolétaire ; ils résoudreont, grâce à leurs organisations, les problèmes qui se posent devant le pouvoir soviétique. Ils prendront part à la réorganisation des diverses institutions de l'Etat en les remplaçant peu à peu par des organisations syndicales, par voie de fusion des organes syndicalistes avec les organes du pouvoir ».

Et encore : « Les syndicats prendront une part active dans tous les domaines du travail soviétique, ils chercheront à former dans leur milieu les organes de l'Etat. Les syndicats seront tenus de faire l'éducation des masses ouvrières, de les préparer à gouverner non seulement l'industrie du pays, mais tout l'appareil de l'Etat. Les syndicats seront tenus d'amener à ce travail leurs organisations, ainsi que les dites masses ouvrières ».

En conformité avec sa ligne générale, l'activité des syndicats — dirigée en commun avec celle du Commissariat du Travail vers le but de régulariser et normaliser les conditions du travail — l'activité des syndicats dans les différents moments de l'histoire de la révolution se concentre sur les problèmes généraux de gouvernement qui, pendant la dictature de la classe ouvrière, sont identiques aux problèmes spéciaux du prolétariat.

Indiquer le travail auquel les syndicats ont collaboré pendant les trois dernières années, c'est énumérer tout simplement tous les domaines de l'activité de l'Etat. Nous n'indiquerons que le principal.

Les trois années entières de l'existence de la République des soviets se sont écoulées au milieu de la guerre. L'existence même de la République et le sort ultérieur de la classe ouvrière dépendant des résultats de la guerre, rien d'étonnant que le travail militaire, le travail pour l'armée ait pris une part considérable de l'activité des syndicats. Plus la situation de la République est pénible au point de vue militaire, plus l'activité des syndicats se déroule énergique pour améliorer l'effort militaire.

Dans les moments de crise aiguë, tout le travail pacifique des syndicats passe au second plan et l'appareil des syndicats s'adapte à l'exécution de tel ou tel problème militaire que la situation mili-

taire générale vient à poser. Dans ces moments critiques, les syndicats sont là pour inciter les masses ouvrières à l'accomplissement de leur devoir, soit à la défense immédiate de la République, soit à fortifier l'arrière de l'armée. Outre le soutien moral par voie de propagande dans les assemblées et la presse syndicaliste, les syndicats se chargent de résoudre tel problème militaire des plus essentiels. En 1917 et au début de 1918, les syndicats prennent une part active à l'organisation de la garde rouge, à la mobilisation du matériel de guerre et à l'organisation des hôpitaux militaires et des trains sanitaires. La résolution de la IV^e Conférence des syndicats (mars 1918), réunie au moment où l'on allait signer la paix de Brest, pose devant les syndicats la tâche que voici : « Prendre une part active à la reconstitution des forces militaires du pays »...

L'armée rouge remplace la garde rouge ; le volontariat est remplacé par la mobilisation régulière. Une armée ouvrière est en train de se former. Il faut la consolider, la cimenter en y introduisant des prolétaires conscients. Le Parti Communiste et les syndicats sont les deux forces sur lesquelles se base le pouvoir soviétique. Elles donnent à l'armée rouge des cadres d'ouvriers disciplinés et conscients, dévoués à la cause des soviets. La débâcle du gouvernement de Samara, voilà le résultat immédiat de ce travail.

Au début du mois d'avril 1919, la région de la Volga, menacée par les bandes de Koltchak, est en danger imminent. Le 11 avril, le Conseil Central des syndicats panrusse se réunit. Lénine y lit un rapport. Le Conseil des syndicats prend la décision de soutenir la mobilisation par tous les moyens possibles, de convoquer les professionnels militaires, d'établir des méthodes de propagande parmi les soldats et d'organiser des Comités qui assurent le succès de la mobilisation. A Moscou, en un seul jour, les syndicats arrivent à organiser 50 meetings, à lancer une série de proclamations. Les syndicats déclarent la mobilisation volontaire de 10 % de leurs membres. Une série de dépêches relatives à cette mobilisation, envoyées au Conseil Central des syndicats, témoignent du rôle de ces derniers dans la lutte engagée avec Koltchak (1).

La lutte ininterrompue contre Koltchak exigea la mobilisation de tous les ouvriers et de tous les travailleurs de 18 à 40 ans (juillet). Le système de convocation, conformément au décret du Conseil de Défense, fut élaboré par le Conseil Supérieur d'Economie Nationale, par le Conseil Central des syndicats et par le Comité de Guerre Révolutionnaire Panrusse.

La Commission Centrale chargée d'organiser la mobilisation fut formée par le Conseil Central des syndicats et toute la mobilisation fut réalisée surtout par les syndicats mêmes.

Koltchak est repoussé, mais Denikine menace alors Orel et Toula. Ce sont encore les syndicats qui envoient leurs meilleurs travailleurs pour renforcer l'armée du front. Epuisés par les mobilisations successives, les syndicats trouvent cependant des forces nouvelles.

Denikine est battu, mais voici que 1920 amène l'offensive polonaise et les syndicats donnent encore une fois 5.000 de leurs meilleurs travailleurs pour renforcer les fronts de Pologne et de Wrangel.

Mais à part la contre-révolution et l'Entente, la révolution ouvrière a encore un ennemi — le roi

(1) Voir le compte rendu du Conseil Central Panrusse des syndicats, 1919. N. Glebov. Edition du C. C. des syndicats.

Famine. La lutte contre la famine, la réquisition des blés, la régularisation du ravitaillement, voilà quelques-uns des problèmes principaux de la révolution prolétarienne et les syndicats ont été obligés d'y porter plus d'attention, peut-être, qu'aux problèmes de la guerre. Le Bureau d'approvisionnement militaire du Conseil Central des syndicats, organisé au moment le plus aigu de la crise du ravitaillement et ayant pour but de mobiliser les membres des syndicats pour des travaux militaires et pour la réquisition des blés, s'est transformé peu à peu en organe de mobilisation et de répartition des membres des syndicats par détachements de ravitaillement. Durant les deux années de son existence, le Bureau d'approvisionnement militaire (organisé en septembre 1918) a mobilisé et réparti sur le territoire de la Russie soviétique plus de 30.000 travailleurs occupés actuellement à divers travaux d'approvisionnement. Quelques-uns sont même membres des comités de ravitaillement de gouvernements. C'est en envoyant la masse des ouvriers conscients vers les régions fertiles, afin qu'en effectuant les opérations de ravitaillement ils fassent en même temps œuvre d'agitateurs et de maîtres de village partout où ils passeront, ce n'est qu'en agissant de cette façon qu'on peut gagner la campagne et s'y procurer tout le blé nécessaire aux affamés des villes. C'est justement ce travail qu'ont commencé et que poursuivent les syndicats de la Russie soviétique.

Quoique les syndicats prennent une part active aux affaires militaires et d'approvisionnement, plutôt éloignées des intérêts et des conditions du travail proprement dit, leur action principale a été dirigée vers la réglementation des conditions de travail, du salaire et de l'organisation de la vie économique.

L'une des revendications des syndicats avant la révolution de novembre avait été l'établissement d'un taux des salaires par les soviets d'ouvriers, et un des premiers décrets des organes soviétiques locaux fut en effet celui qui fixait les salaires réglementaires. Le nouveau Commissariat du Travail fut organisé par les syndicats conformément aux principes du nouveau régime. Sa politique fut diamétralement opposée à celle de son prédécesseur, le Ministère du Travail du temps de la coalition. Au lieu de la politique d'atténuation de la lutte entre le travail et le capital, politique qui découlait logiquement du programme général de ce gouvernement d'union des classes, le gouvernement de la dictature du prolétariat et son Commissariat du Travail ne pouvaient suivre qu'une ligne politique, celle de leur classe. Et les seules organisations qui pouvaient y être adaptées, sur lesquelles on pût s'appuyer et qui, à leur tour, étaient capables de fixer et de diriger cette politique, furent justement les syndicats.

La fixation des tarifs fut remise dès les premiers jours de la révolution aux syndicats, qui commencèrent par rétablir les salaires dans les différentes industries, puis fixèrent des tarifs communs pour toute une série de régions et finirent par créer un seul tarif panrusse, modifié par des primes à la production.

Le tarif même, de simple régulateur des salaires qu'il était, est devenu un facteur puissant, un stimulant de la production et de l'organisation de la vie économique. Il influença peu à peu toutes les branches du travail et arriva finalement à régler la consommation des producteurs. Il est vrai qu'il reste encore beaucoup à faire, les syndicats ayant à soutenir une lutte acharnée contre les changements de tarif et surtout contre le « marché libre ». Mais le travail gigantesque déjà accompli est la meilleure garantie du succès.

En lançant le mot d'ordre, « contrôle et régle-

mentation de la production par les ouvriers mêmes », les syndicats ne mettaient cependant pas au second plan une autre question d'ordre capital, celle de l'organisation économique. Le contrôle de la production, transformé plus tard en nationalisation de toute l'industrie, ne put être réalisé qu'avec l'aide active des organisations ouvrières, dirigées par les syndicats. Le contrôle ouvrier démontra la nécessité de la centralisation, de la prise en compte et de la distribution des matières premières par l'Etat même. Par conséquent, les syndicats et le gouvernement des soviets furent obligés de nationaliser l'industrie ainsi que toutes ses administrations. Le Conseil Supérieur d'Economie Nationale, organisé sur la base de la plus directe collaboration avec les syndicats, fut d'abord un Conseil Economique, ayant pour but de régler et coordonner les travaux des institutions surgies pendant la guerre ; peu à peu, il se transforma en organe dirigeant toute l'industrie et concentrant toutes les forces matérielles et intellectuelles des syndicats. Il est clair que le Conseil Supérieur d'Economie Nationale menant une politique hostile aux intérêts des classes privilégiées devait nécessairement s'appuyer sur les syndicats et agir avec leur aide et sous leur contrôle. Organisé par les syndicats, il est jusque aujourd'hui basé sur eux. Depuis l'administration même du Conseil Supérieur jusqu'aux directions des usines, tout est organisé après accord avec les syndicats.

Enumérer tout ce qui a été fait par les syndicats pour l'organisation de l'économie nationale équivaudrait à écrire l'histoire du développement et de l'organisation de l'industrie nationalisée. Si l'on songe seulement que les assemblées panrusse et locales du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale sont composées principalement de représentants des syndicats, que presque tous les postes de direction dans l'industrie sont occupés par ces mêmes représentants, le rôle des syndicats dans la reconstitution de l'Economie Nationale durant la dictature du prolétariat apparaît clairement. On peut dire que plus l'Etat soviétique est solide, plus grande a été la part des syndicats dans son organisation. D'autre part, le fait même que les syndicats parviennent à s'incorporer dans l'organisme de l'Etat et commencent à s'occuper activement et en permanence des problèmes d'organisation, ce fait, disons-nous, peut être considéré comme le symptôme le plus concluant de l'affermissement de la dictature du prolétariat. Et si le programme communiste adopté par la VIII^e assemblée du Parti proclame que les syndicats doivent réunir autour d'eux tous les travailleurs sans exception, et devenir la base du pouvoir soviétique dans la reconstitution de l'économie publique, la IX^e assemblée du Parti conclut : « En prenant cette voie, les syndicats réalisent leur fonction principale, la fonction de direction économique. En s'assimilant aux organisations soviétiques ils deviennent la base fondamentale des organismes économiques de l'Etat ».

Nous voyons que durant ces trois années de travail les syndicats ne se sont pas bornés à agir exclusivement dans le domaine de l'organisation économique. Ils ont toujours dirigé toute la force de leur organisation du côté où l'exigeaient le moment et les intérêts de la classe ouvrière. En somme les syndicats ont pénétré toutes les institutions soviétiques en commençant par le Comité Central Exécutif Panrusse des soviets, le Conseil des Com. Affaires du Peuple, et le Conseil de la Défense, et sont devenus une partie intégrante de l'organisme dirigeant de la classe ouvrière. Il est vrai que les travaux d'Etat et surtout la guerre ont absorbé aux syndicats des forces

considérables et troublé maintes fois le travail le plus indispensables. Mais pas une fois ce travail ne fut complètement interrompu. Le mouvement syndical suit une politique de concentration et de centralisation entraînant sans arrêt des masses de plus en plus nombreuses dans les confédérations syndicales. Quelques chiffres le démontrent d'une façon concluante :

	Nombre des membres	Nombre des confédérations panrusses
1917 — III ^e Conférence....	1.475.429	—
1918 — 1 ^{re} assemblée panrusse	2.638.812	19
1919 — II ^e assemblée panrusse	3.422.000	30
1920 — III ^e assemblée panrusse	4.326.000	32

et enfin au moment actuel, d'après les chiffres dont dispose le Conseil Central panrusse des syndicats, le nombre des membres s'élève déjà à 6.000.000.

Si l'on pense à l'immense travail déjà fait pour : 1° la reconstruction et l'assimilation des syndicats affiliés ; 2° l'organisation de confédérations syndicales ralliant tous les syndicats des districts ou

régions, on se rendra compte de l'immense développement politique et organisateur des syndicats durant ces trois années de dictature du prolétariat.

Il est vrai que l'évolution de l'appareil syndical est restée en arrière par rapport à leur développement général. Il est vrai aussi que souvent, par suite du départ des meilleurs travailleurs au front, la vie syndicaliste devint moins intense. Mais toujours de nouvelles masses de travailleurs arrivent en renfort dans les organisations syndicales et forment de nouveaux cadres de combattants.

En jetant un coup d'œil sur le chemin parcouru pendant ces trois années de dictature du prolétariat, les syndicats de la Russie soviétique peuvent se dire : « Nous avons pris part avec toute la classe ouvrière et son Parti à la construction de notre Etat ouvrier, nous avons combattu pour lui contre les oppresseurs du monde entier, nous sommes allés là où nous appelaient les intérêts et les devoirs de notre classe et nous avons fait tout ce qui était nécessaire. En croissant avec la révolution, en donnant notre sang pour elle, nous avons résolu les problèmes les plus difficiles et vaincu les ennemis les plus puissants. »

M. TOMSKY.

La Vie Economique en Russie

Locomotives et Wagons

Malgré les conditions difficiles dans lesquelles s'effectuent les réparations, malgré le manque de pièces de rechange et de matériel susceptible d'augmenter la production d'une manière directe, les réparations s'opèrent avec succès et le programme de production fut exécuté avec excédent pendant les derniers trois mois.

Le chiffre des locomotives réparées, dépasse la norme proposée de 248 unités en juillet, de 233 en août et de 258 en septembre.

970 locomotives furent réparées en septembre.

Le chemin de fer du Mourmane vient en tête avec un excédent de 175 %, le chemin de fer de Vladicaucase vient en second lieu avec un excédent de 143 %, en troisième lieu le chemin de fer d'Omsk (132 %), puis viennent les chemins de fer du Sud-Est (100 %), du Donetz (66,6 %), de Moscou-Kiev-Voronège (66,6 %), du Riga-Orel (60 p. cent), du Transbaikal (60 %), de Tomsk (57,1 %), de Tachkent (50 %).

Le progrès des réparations par lignes séparées se chiffre de la manière suivante :

Sur le chemin de fer de Vladicaucase les réparations allèrent en progressant et donnèrent une augmentation de 58 locomotives en juillet, de 60 en août et de 73 en septembre ; sur le chemin de fer Transbaikal — 9,9 16 (suivant le même ordre respectif) ; sur le Moscou-Kiev-Voronège — 37, 41, 45 ; sur le Sud-Est — 49, 53, 70.

En ce qui concerne les wagons de marchandises, leur visite périodique réglementaire donna un excédent de 873 wagons entre juillet et août, et la norme fixée par le mandement N° 1.157 fut dépassée de 3.584 wagons, c'est-à-dire de 54,7 %.

La sortie des wagons de marchandises donna pour le mois d'août un chiffre de 10.889, con-

tre celui de 7.035 fixée par le mandement N° 1.157.

La première place pour la réparation des wagons est obtenue par les chemins de fer : du Nord-Ouest — avec un excédent de 236,3 %, de Volga-Bougoulma — 174,1 %, de Vladicaucase — 157 %, du Sud-Est — 148 % de Moscou-Koursk — 127,2 %, du Mourmane — 110,5 %, du Riga-Orel — 94,2 %, de Moscou-Kiev-Voronège — 87 %, de Perm, 72,7 %, d'Omsk — 63,7 % ; viennent ensuite les chemins de fer du Donetz, avec un excédent de 62,1 % du Nord — 49,3 %, du Sud-Est — 43,3 %.

Nous n'avons de données sur la visite périodique réglementaire des wagons de marchandises pour le mois de septembre que pour 27 lignes seulement ; le chiffre total de sortie des wagons sur ces lignes est de 8.036 (chiffre fixé — 4.685).

En septembre, c'est le chemin de fer de Perm qui vient en tête avec un excédent de 231,6 %, en second lieu vient le chemin de fer de Riga-Orel avec un surplus de 184,2 %, le chemin de fer de Tomsk tient la troisième place — 131,5 %. Viennent ensuite les chemins de fer du Nord-Ouest — 110,7 %, du Sud-Est — 110 %, du Moscou-Kiev-Voronège — 108 %, etc.

L'Industrie de la Tourbe

En 1919, l'exploitation de la tourbe occupait en Russie 57.910 hommes ; on avait extrait 7 millions de pouds de tourbe préparée, ce qui revient à 155 pouds par saison et à 33 pouds par jour, par ouvrier. Vu le travail de forçat de l'ouvrier extracteur de tourbe, celui-ci reçoit une ration alimentaire beaucoup plus élevée que tous les autres travailleurs de la République. Pour chaque poud de farine consacré à la nourriture de l'ouvrier extracteur de tourbe, la République reçoit en moyenne 350 pouds de tourbe.

Actuellement on remarque une révolution com-

plète dans l'industrie russe de la tourbe, nous voulons parler des nouvelles inventions des ingénieurs Klasson et Kirpitchnikov travaillant depuis quelques années à des expériences de mécanisation de l'extraction de la tourbe. Après une série d'échecs dans différentes directions, les inventeurs s'arrêtèrent à l'utilisation des moyens hydrauliques pour l'extraction de la tourbe. Au moyen d'un fort courant d'eau tiré d'un robinet à incendie spécial, la tourbe est écrasée, déchiquetée et transformée en une pâte liquide de tourbe. Une pompe spéciale aspire cette pâte et la dirige plus loin à travers des tuyaux ; elle est ensuite étendue en une masse compacte sur le fond d'un séchoir et y forme une couche épaisse de 3 verchoks. Lorsque cette pâte est quelque peu desséchée, on fait passer rapidement là-dessus une automobile spécialement adaptée, à 2 roues d'un diamètre de 2 sagènes et dans l'intérieur desquelles sont construits des moules spéciaux pour les briques de tourbe. Ensuite, le séchage s'opère avec les moyens ordinaires ; mais les inventeurs sont arrivés à dessécher la tourbe par des moyens mécaniques d'expression du jus. Dès à présent, par rapport aux procédés en usage jusqu'à ces temps derniers de séchage de la tourbe au soleil, les ingénieurs Klasson et Kirpitchnikov ont réussi à diminuer de 8 à 10 fois le travail exigé précédemment par les moyens ordinaires. Et chaque mois l'extraction, grâce au procédé des inventeurs, se perfectionne de plus en plus.

Si l'on tient compte de la décision du Comité Central panrusse relatif à l'électrification de la Russie, le système hydraulique d'extraction de la tourbe rend réellement possible de mettre prochainement en marche tout un réseau de stations électriques avec comme chauffage de la tourbe.

L'invention des ingénieurs Klasson et Kirpitchnikov place la technique de l'industrie tourbière russe au premier rang dans le monde entier.

Outre les ingénieurs Klasson et Kirpitchnikov, d'autres ingénieurs de talent, tels par exemple Mesner, etc., travaillent également pour la mécanisation de l'extraction de la tourbe

La situation des Industries Métallurgiques

Un rapport sur la situation des industries métallurgiques a été fait à la conférence panrusse des travailleurs du métal. Voici quelques-unes des données les plus intéressantes sur les usines de transports dites de « choc ».

Le programme de production est effectué partout complètement. Comme résultat principal du travail, il convient de faire remarquer surtout le rétablissement dans leur état normal des usines et le relèvement de leur capacité de production. La production des cartouches atteint maintenant 66 % du taux maxima de production du régime bourgeois de 1916. La production du laiton a doublé. Les usines maritimes ont complètement effectué le programme qui leur a été imposé. Pour ce qui est des ateliers de réparation des chemins de fer, elles ont accompli au mois de juillet déjà 44 % de leur programme de production et en septembre 94 %, au mois de juillet, ces usines ont effectué 40 % de la commande de bandages qui leur avait été faite ; en septembre 65 % ; en juillet, elles avaient effectué 37 % de la commande de cheminées de locomotives, en septembre 55 %. Dans toutes ces branches, le programme n'est pas complètement exécuté faute de ravitaillement et de main-d'œuvre suffisante.

Le Bassin du Donetz

I

L'Etat Soviétiste doit en ce moment concentrer toute son attention sur le bassin du Donetz.

A ce sujet Podachewski, dans les *Izvestia* du 24 novembre, donne un aperçu historique, avec chiffres à l'appui, sur l'exploitation des richesses du Donetz.

Avant la guerre, la Russie arriérée ne venait qu'au septième rang aussi bien pour l'extraction de la houille que pour le reste. Elle ne daigna accorder d'attention à son opulente région du Donetz qu'en 1889, où elle ne réussit à extraire que 877.000 pouds. Elle se serait assurément contentée longtemps de ces modestes chiffres si les étrangers ne lui étaient venus en aide. Grâce à leur bienveillant concours, en 1913 l'extraction avait atteint 1.561 millions de pouds, et s'était élevée en 1914, entre paix et guerre, jusqu'à 1.683 millions de pouds. Le capital étranger savait bien où plonger la patte qui s'était tranquillement emparée du Donetz en temps de paix. Ce fut une véritable invasion. Nous nous contenterons de dire que les 70 % de l'industrie du Donetz appartenaient à MM. les Français, les Belges, les Anglais et les Américains.

Le bassin du Donetz est le réservoir de richesses réellement fantastiques. Son territoire s'étend sur 24.000 verstes carrées. Ainsi, la Compagnie de Novorossisk, disposant d'une superficie de 20.746 hectares possédait à elle seule une réserve de 653.000.000.000 de pouds de houille. A côté d'une quantité inépuisable de houille, la région du Donetz renferme les meilleures qualités d'anhracite, d'où l'on extrait toutes les espèces de coke. Elle a aussi des mines de fer, de manganèse, de sel. L'exploitation des métaux va de pair avec leur extraction.

Chez nous, l'extraction des produits accessoires est insignifiante. Nous avons pu néanmoins obtenir en 1915 1.160.000 pouds d'huiles de houille, 550.000 pouds de sulfate d'ammonium, 280.000 pouds de benzine, 1 million de pouds de créosote, 54.000 pouds d'ammoniaque, 10.000 pouds de naphthaline. Nous avons extrait dans la même année 134.000 pouds de gypse, près de 3 millions de pouds de glaise réfractaire, environ 2 millions de pouds de granit, environ 5 millions de pouds de dolomite, 66 millions de pouds de pierre calcaire, 2 millions de pouds de quartz. La même année 1915 a donné 1 million et demi de pouds de mercure, 74.000 pouds de graphite et plus de 150.000 de pyrite. Et l'exploitation rurale du bassin du Donetz ? Et sa viticulture ?

Tenant compte de toutes ces richesses naturelles on peut dire que le bassin du Donetz est l'axe autour duquel doit graviter toute la construction économique de la Russie soviétiste.

Mais comment se rendre maître de toutes les richesses du bassin ? Cette question, de l'avis de l'auteur, ne doit pas être décidée dans les bureaux de Moscou ou de Kharkov, mais sur place.

Le premier pas est déjà fait.

Le Donetz vient d'être visité par une « commission plénipotentiaire du Conseil des Commissaires du Peuple », dirigée par Trotsky. Une semaine avant, il avait déjà été visité dans le même but par une Commission du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine présidée par Rakovsky. La venue de ces représentants des capitales agita du coup la mare stagnante de l'industrie du Donetz. Trots-

ky parcourut de nombreuses entreprises, examinant les machines, vérifiant le travail des outils, pénétrant dans tous les détails de la production, descendant lui-même dans les mines, où il a passé trois heures dans des niches où on ne peut rester ni debout ni assis. Sous sa présidence ont eu lieu toutes sortes de séances où les ouvriers ont pu parler sans détours oratoires de ce qui leur tient à cœur, où ont été examinés les faits et les chiffres. On a pris le taureau par les cornes. L'essentiel est déjà fait : tous les besoins sont strictement classés, chacun a reçu sa place exacte, tel doit être satisfait aujourd'hui, tel autre demain, tel autre enfin peut attendre une semaine.

Par quoi commencer ? De toute nécessité par le ravitaillement. Les machines sont usées, on manque de chaudières, etc., mais de tout cela, on pourra parler demain. Aujourd'hui le ravitaillement. Ce qui est usé surtout dans le bassin, c'est la machine vivante, c'est l'homme, qui n'a pas assez de pain et pas assez d'« états », c'est-à-dire de graisse et autres produits.

En extrayant le charbon dans les conditions actuelles, le mineur du Donetz a fait des prodiges d'énergie, il a montré à un degré éminent sa conscience prolétarienne. Impossible d'exiger davantage. Mais pour assurer le succès de notre campagne minière, il faut créer des conditions d'alimentation un tant soit peu en harmonie avec le travail productif des mineurs du Donetz.

IVAN.

II

Le camarade Lomoff écrit dans le N° 265 de la *Vie Economique* du 25 novembre :

Le gouvernement ouvrier et paysan a gagné un nouveau répit dans sa lutte avec les forbans du capitalisme. Il est indispensable d'utiliser sans relâche ce changement apporté dans notre situation militaire et politique et de porter la plus grande partie de notre attention sur le renforcement de notre front économique. Le charbon du Donetz, notre beau diamant noir, voilà la clé du relèvement de notre industrie.

En temps de paix, la Russie d'Europe employait annuellement 7 milliards, 4 de pouds de toutes sortes de combustibles (nous traduisons tous les genres de combustibles suivant leur valeur calorifique en pouds de charbon moyen du Donetz). De cette quantité le bassin du Donetz fournissait 1.500 millions de pouds, soit les 20 % de toute la consommation du pays. Les 53 % du total de 7 milliards, 4 de pouds allaient à la consommation domestique, les autres 47 % étaient réclamés par l'industrie et le transport ; il y a lieu de noter que la consommation domestique était alimentée principalement par le bois. La consommation annuelle de bois (traduite en pouds de charbon) était de 4.710 millions de pouds, celle du combustible minéral n'était que de 200 millions de pouds, tandis que l'industrie et le transport consommaient 3 milliards de pouds de combustible minéral et seulement 537 millions de pouds de bois. Il est clair que le Bassin du Donetz, avec sa production annuelle de 1 milliard $\frac{1}{4}$ de pouds, couvrait la moitié de la consommation de l'industrie et du transport (pendant la période d'avant-guerre et méritait à juste titre le nom de « chaufferie de la Russie », qu'on lui avait donné.

Pendant les premiers mois de l'année en cours on a extrait 190 millions de pouds, et les 3 derniers mois, à en juger par l'extraction des mois précédents, ne donneront pas plus de 75 millions de pouds ; aussi nous ne compterons l'extraction de 1920 que de 265 millions de pouds, ce qui con-

stitue 18 % de la production normale du bassin du Donetz.

Le Bassin est soumis à une cruelle épreuve. Affamé, sans souliers ni vêtements, le mineur ne peut pas donner davantage. La situation s'est encore compliquée par les attaques répétées des bandes de Makhno et par l'offensive des bandits de Wrangel. Dans nos régions où l'effet de ces causes s'est le plus vivement fait sentir — et c'est justement la région houillère — la maladie a pris un caractère particulièrement douloureux. Le tableau suivant met cette situation en pleine lumière :

Production mensuelle et quotidienne moyenne du piocheur, en pouds, en 1920 :

Nombre de jours ouv.	Mois	Houille		Anthracite		Moyenne	
		Mois	jour	Mois	jour	Mois	jour
25	Mars	1625	65	1337	50,5	1549	62
16	Avril	921	57,5	748	46,7	850	53
22	Mai	1243	56	1225	55,7	1234	56,4
26	Juin	1541	59	1654	63,6	1581	60
26	Juill.	1445	55,6	1663	64	1508	58
22	Août	1365	62	1485	67,4	1401	63,7
24	Sept.	1311	54,6	1751	73	1437	60
25	Octob.	1253	50,1	1630	65,2	1397	56

Nombre de jours ouv.	Mois	Nombre de sorties : (en %) Extraction		
		Houille	Anthr.	Total quotidienne
25	Mars	—	—	970
16	Avril	—	—	860
22	Mai	—	—	844
26	Juin	—	—	983
26	Juill.	12,8	16,2	14,5
22	Août	12,9	13,9	13,2
24	Sept.	13,5	15,	14,
25	Oct.	14,	14,	15,

Dans les mines d'anthracite, mieux ravitaillées et hors de portée des attaques de Makhno, l'on constate une sensible amélioration ; pour la houille au contraire on observe jusqu'à présent une baisse progressive de la production.

La première de nos tâches doit être avant tout l'amélioration du ravitaillement technique et de l'approvisionnement du bassin du Donetz. Mais ce n'est pas encore assez. L'état de notre exploitation houillère étant le gage pour un avenir très proche de la force de notre organisme économique, les organes de l'industrie houillère et tout l'appareil d'administration du bassin du Donetz doivent acquérir une bien plus grande importance dans la vie de l'Ukraine et de toute la république.

L'appareil d'administration de l'industrie houillère du bassin du Donetz doit être composé des meilleurs ouvriers et ingénieurs de Russie. Ferme et intransigeant il devra instaurer et maintenir d'une main de fer la dictature de la vie économique houillère du bassin du Donetz. Dans cette opulente contrée des diamants noirs, tout doit être mis au service du charbon. En premier lieu, il faudra concentrer toutes les administrations et tous les centres économiques dispersés. Il faut créer un centre unique basé sur les intérêts de l'économie houillère et soumettre à ce principe toute la structure du bassin du Donetz.

Le royaume du diamant noir — ce pays des plus brillantes possibilités — traverse une crise douloureuse, mais le tempérament du malade est solide, les principes sains ne sont pas atteints. Le travail opiniâtre et systématique, l'alimentation rationnelle du bassin du Donetz y ranimeront la circulation et feront battre plus vite le cœur de la Russie — notre Donetz Rouge.

LOMOV.

Lettre du Menchevik Maïsky à la Rédaction de la "Pravda"

Un leader menchevik connu, I. Maïsky, ancien ministre du Travail du gouvernement de coalition avant l'avènement du régime des Soviets, ancien membre du gouvernement de l'Oural, a envoyé à la Pravda, de Moscou, une lettre annonçant son adhésion au Communisme. Cette lettre d'un grand intérêt, reflète l'évolution d'esprit d'un menchevik. Nous la reproduisons ci-dessous :

Appartenant, depuis 1903, à l'aile menchevique de la social-démocratie, je soutins pendant la première période de la révolution actuelle la ligne politique suivie par le parti menchevik. Avec mon Parti je considérais la Révolution comme une transformation sociale de caractère bourgeois-démocratique. Avec mon Parti je considérais que le but final de la révolution était atteint par la création de l'assemblée Constituante qui devait transformer la Russie en une République démocratique du type socialiste réformiste. Après la Révolution de novembre, encore une fois avec mon Parti, je m'engageai dans la lutte contre le pouvoir soviétique et, en automne 1918, je participai en qualité de ministre du Travail au gouvernement du Comité des membres de la Constituante.

La chute de ce Comité et l'avènement de la réaction koltchakiste en Sibérie, vers la fin de 1918, porta un coup terrible à la tendance de la justesse de laquelle je fus si longtemps et si inébranlablement convaincu et dès ce moment un changement radical profond se produisit dans mes convictions politiques. Me trouvant au cours des deux dernières années en dehors de toute politique et la plupart du temps hors de Russie (j'ai passé 17 mois en Mongolie à la tête d'une expédition envoyée par le Comité Central des Syndicats pour étudier les conditions économiques de ce pays) j'ai eu la possibilité de contempler comme témoin les grands événements dont, pendant ces derniers temps, l'Europe et la Russie ont été l'arène ; j'eus aussi la possibilité d'apprécier, dans le calme et sans passion, la politique que j'avais autrefois défendue et à laquelle j'étais resté attaché. Les conséquences auxquelles a abouti ce travail de ma pensée peuvent être formulées à grands traits de la manière suivante :

Au début de la guerre mondiale, toute l'humanité civilisée entra dans la phase active de transition du capitalisme au socialisme. La force et l'idée centrale du XX^e siècle, c'est l'idée sociale remplaçant l'idée nationale régnant à l'époque de la grande Révolution française et au cours de la plus grande partie du XIX^e siècle. Dans ces conditions, toute révolution s'accomplissant de nos jours doit prendre absolument un caractère socialiste, même au cas où toutes les possibilités nécessaires ne sont point données pour le succès complet de la révolution socialiste. Voilà pourquoi la Révolution russe, pendant son évolution, dut être inévitablement et réellement

placée devant des tâches socialistes et dut faire avec une audace, sans exemple dans l'histoire, la tentative décisive de réaliser ces tâches dans une lutte désespérée contre la réaction internationale bourgeoise-impérialiste qui attaquait la Révolution de tous les côtés.

Que des critiques sévères trouvent dans les formes de réalisation de cette ligne générale de grandes fautes, des exagérations et des irrégularités ; mais aucun homme de saine pensée socialiste ne peut nier la parfaite conformité aux lois historiques de la tentative même de nationalisation de l'économie publique de la Russie. Ce n'est qu'au cours de la réalisation graduelle et des essais de détail qu'on peut se rendre compte réellement des limites qui séparent de nos jours le domaine des possibilités réelles de l'utopie. Mais la mise à l'ordre du jour des problèmes socialistes ne peut pas ne pas avoir certaines conséquences politiques précises. La réalisation pratique de ces problèmes est évidemment possible seulement au cas où le pouvoir gouvernemental se trouve entre les mains des éléments approuvant ces bases socialistes : la conséquence logique inévitable est donc que la dictature politique du prolétariat et des éléments travailleurs en général est indispensable comme condition préliminaire de réalisation de l'économie nationale populaire. Il importe relativement peu de savoir sous quelle forme cette dictature sera réalisée. Il y a cependant bien des raisons de supposer que la « forme soviétique » de la dictature apparaît comme la moins mauvaise. Sous bien des rapports, elle paraît infiniment supérieure, par exemple à la dictature des clubs jacobins de l'époque de la grande Révolution française.

De ce point de vue, il paraît absolument clair que toute la ligne politique menchevique commencée au mois de mars 1917 a été radicalement fautive. C'est pour cela que le Parti menchevik a subi une défaite aussi complète et aussi irréparable pendant la Révolution. Par contre, du même point de vue, il apparaît absolument indiscutable que la ligne de politique générale des bolcheviks a été juste et c'est pourquoi aussi le Parti Communiste, malgré des faux pas et des erreurs de détail, est devenu, au cours de la Révolution, une force énorme et le porteur et l'incarnation de la Révolution même.

Arrivé à ces conclusions, il va sans dire que je ne peux plus rester ce que j'ai été jusqu'à présent. Le menchevisme, son point de vue politique, sa tactique et psychologie me sont devenus complètement étrangers. J'ai compris et j'ai senti que quelle que soit l'issue finale de la Révolution, le devoir de chaque socialiste sincère est de lier son sort à celui des grandes tentatives universelles et véritablement historiques de réaliser le socialisme, qui ont lieu en ce moment en Russie ; son devoir est de se ranger parmi les masses qui mènent l'héroïque combat pour l'édification d'un régime de véritable égalité et liberté, de partager avec elles les joies et toutes

les douleurs qui sont son lot actuel, de vivre avec la masse pendant son mouvement irrésistible en avant, toutes ses fautes et ses exagérations volontaires et involontaires.

Pendant que je me trouvais encore dans l'Asie centrale, je n'ai pas eu la possibilité d'exprimer, sous une forme pratique, les nouveaux sentiments et les nouvelles tendances nés dans mon esprit comme résultat de l'évolution intellectuelle politique que j'ai subie. A présent, à l'occasion de mon retour en Russie, je compte comme un devoir de donner toutes mes forces et mon énergie à un travail utile pour l'affermissement de la République soviétique.

Salutations fraternelles.

J. MAISKY.

NOTRE SOUSCRIPTION

35^e LISTE

Chambelland, Epinal, 3 fr. — Gondré (13^e), 3 fr. — Everaerd, Dunkerque, 1 fr. — Liste N° 199, 41 fr. — Hattemberger, 1 fr. — Germaine Rousse, 1 fr. — Liste N° 65, 18 fr. — Un bolchevik, 0 fr. 50. — Y. L., 15 fr. — Joly, Saint-Denis, 10 fr. — Liste N° 53, 8 fr. 75. — Jean Rondeaux, 2 fr. — Lamotte, Nantes, 3 fr. — Domangest, 1 fr. — Mme Tissier (Indre), 5 fr. — Trois délégués au Congrès de Tours, 50 fr. — Liste N° 319, 21 fr. — Pour les étrennes du *Bulletin*, un ex-reconstructeur, 10 fr. — G. H., le Socialisme continue !. 15 fr. — Liste N° 91, 92, 93, versées par L. P., 84 fr.

Total de la 35^e liste.....Fr. 293 25

Total des listes précédentes..... 10.757 85

Total général..... 11.051 10

VIENT DE PARAÎTRE :

Voyage en Russie Rouge La République du Travail

*Soixante vues de la République
ouvrière et paysanne des Soviets*

Portraits de Raymond Lefebvre, Lepetit et Vergeat. En vente à la Bibliothèque du Travail, Paris, 144, rue Pelleport : 4 francs.

P. Vaillant-Couturier

A ceux des champs

Cette brochure s'adresse aux camarades des champs, aux millions de demi-prolétaires, petits propriétaires, petits métayers, journaliers, ouvriers et ouvrières agricoles de toutes sortes, qui représentent près des trois quarts de la population rurale de la France.

Elle doit permettre, à tout camarade convaincu, d'entreprendre, fût-il seul, la bonne
ral 0 50



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i> . 4 »	
<i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
A. RANSOME — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	0 50
TROTSKY — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
... <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
... <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
... <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
... <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	3 »

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAÎSSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangron)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)

